

[Texte]

Je crois que la discussion que vous avez ici et les consultations que vous ferez sont extrêmement importantes pour nous. Vous allez recevoir des représentants de tous les milieux, notamment des employés, ce qui est tout à fait normal. Quant à moi, j'ai une confiance absolue dans la capacité de ce Comité de faire le travail législatif requis.

The Chairman: It was a long question and a long response. I want to keep to the time. I will go to Ms Langan.

Ms Langan: I want to comment, as I ask my question, that I think we should all be aware and reconfirm to ourselves that by and large the public sector workers are part of the guys in the street. I think we use this kind of terminology to talk about the poor public but forget that the public sector workers are part of the public.

There are provisions in this bill, Mr. Minister, that allow for departments to make greater use of contracting out of work done by public servants. The Auditor General and the public accounts committee have noted that levels of contracting out, which currently exceed \$5 billion, are done without acceptable accounting of this expenditure. We are talking here about accountability. Parliamentary accountability for the use of public funds is the very foundation of the system that you are talking about.

I have three questions relating to that. Why have you ignored a request to publish an accounting of this expenditure? In the absence of any efforts to account for this expenditure now, why are you pressing for even greater use of contracting out? How can we really expect the morale of public sector workers to improve when the legislation gives the power to managers to effectively eliminate their jobs through contracting out?

Mr. Loiselle: First of all, I would like to put to rest once and for all this \$5 billion figure. It is a myth. What is contracting out? We should try to define it.

Ms Langan: We would like to see the figures. Then we would know it was a myth.

Mr. Loiselle: It is a very minimal amount. Contracting out is when you replace civil servants by—

Ms Langan: I understand.

Mr. Loiselle: We have done very little of that. We have given contracts, as governments have over the last century. But that is not contracting out. Contracting out is when you choose to change a service that is provided by civil servants, and very little of this has been done. In my view, it is a tool that has to be available to any large organization. You cannot, in this modern day and age, tell an organization such as the Government of Canada that it may need to have recourse to this. It is a tool of management.

Ms Langan: Then I am sure you wouldn't have any problem giving us an accounting of that so we would know it is a myth.

[Traduction]

In my view, this discussion and the others you will have are extremely important for us. You will hear representatives from all areas, particularly from the employees, which is to be expected. I am confident this committee is fully capable of doing the necessary legislative work.

Le président: La question était longue et la réponse l'était aussi. Je veux respecter la décision concernant la répartition du temps. Je passerai maintenant à M^{me} Langan.

Mme Langan: Avant de poser ma question, je voudrais tout simplement dire que nous devrions tous reconnaître que les fonctionnaires font généralement partie des gens de la rue. Je pense que cette terminologie est utilisée pour parler des pauvres, mais on oublie que les fonctionnaires font partie du public.

Monsieur le ministre, certaines dispositions de ce projet de loi permettent aux ministères de passer des marchés pour le travail effectué par les fonctionnaires. Le vérificateur général et le comité des comptes publics ont constaté qu'à l'heure actuelle, plus de cinq milliards de dollars de travail est fait par des entrepreneurs, et ce sans justification adéquate. Je parle ici d'imputabilité. La nécessité de rendre compte au Parlement pour ce qui est de l'utilisation des deniers publics est le fondement même du régime dont vous parlez.

J'ai trois questions à ce sujet. Pourquoi avez-vous refusé de donner suite à une demande de publier les détails de ce genre de dépense. Puisque vous ne faites aucun effort maintenant pour justifier cette dépense, pourquoi voulez-vous qu'il y ait plus de sous-traitance? Comment peut-on s'attendre à ce que le moral des fonctionnaires s'améliore si la loi permet aux gestionnaires d'éliminer les emplois de ces derniers en utilisant la sous-traitance.

M. Loiselle: Tout d'abord, je voudrais expliquer une fois pour toutes ce chiffre de cinq milliards de dollars. C'est un mythe. C'est quoi la sous-traitance? Nous devrions définir ces termes.

Mme Langan: Nous aimerions voir les chiffres pour nous convaincre que c'est un mythe.

M. Loiselle: C'est une somme infime. La sous-traitance c'est lorsqu'on remplace un fonctionnaire par...

Mme Langan: Je comprends cela.

M. Loiselle: Nous l'avons fait très rarement. Nous avons passé des marchés, comme l'ont fait les gouvernements depuis un siècle. Mais il ne s'agit pas de la sous-traitance. La sous-traitance c'est lorsqu'on choisit de changer un service qui est fourni par des fonctionnaires, et on l'a fait très peu. À mon avis, il s'agit d'un outil qui devrait être à la disposition de tout grand organisme. De nos jours, on ne peut pas dire à un organisme tel que le gouvernement du Canada qu'il devra peut-être avoir recours à cette mesure. C'est un outil de gestion.

Mme Langan: Je suis donc sûre que vous n'auriez aucune difficulté à nous fournir les statistiques pour que nous puissions voir qu'il s'agit en effet d'un mythe.